

CDEN du 15 FEVRIER :
une nouvelle fois faisons entendre les besoins
de l'Ecole en Seine-et-Marne

- Avec 29 postes d'enseignants supprimés dans le 1^{er} degré pour 979 élèves supplémentaires à accueillir dans les classes ;
- Avec l'équivalent de 2 collèges supplémentaires en nombre d'élèves mais avec la prévision de suppression de 3 collèges en moyen d'enseignement,

La rentrée qui se prépare s'annonce comme tout simplement catastrophique.

Alors que notre département accumule les retards depuis des années, que nos classes débordent, que les journées d'absence non-remplacées se multiplient atteignant un niveau impensable il y a encore 5 ans... l'effet des nouvelles suppressions de postes dans l'Education, l'effet du choix dogmatique d'un non remplacement d'un poste sur deux dans la fonction publique amène nos écoles, nos collèges, nos lycées droit dans le mur !

Qui peut aujourd'hui penser la réponse aux enjeux éducatifs puisse passer par des suppressions de postes ? Qui, mis à part un ministre de l'Education, ignorant des réalités Educatives, peut imaginer que la suppression des RASED, de SESSAD, de M.A.ZEP, l'augmentation des moyennes par classe, la multiplication des journées sans enseignants... soient en mesure d'améliorer la qualité du service public d'Education ? C'est au contraire laisser les enfants, les familles et les enseignants sans réponses quant aux besoins de tous les élèves.

Le refus ferme et obstiné de ces choix, imposés par le gouvernement et mis en musique par le recteur et l'inspectrice d'académie, a déjà marqué le département tout au long du mois de décembre, avec des rassemblements locaux, des actions variées, des délégations et des interpellations. Il a connu des temps forts au mois de janvier avec un rassemblement le 18 janvier, avec une grève massive.

Il n'est pas question de baisser les bras... c'est pourquoi nous appelons à faire du CDEN du 15 février une nouvelle journée d'action. Une journée d'action pour rappeler aux élus siégeant au CDEN, au préfet, à l'inspectrice d'académie et au recteur, que nous ne nous résignons pas, et que nous continuerons à réclamer, un collectif budgétaire et des créations de postes d'enseignants pour la rentrée 2012 afin d'offrir à nos enfants, à nos élèves les conditions de scolarisation de qualité auxquelles ils ont droit.